



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

aide juridictionnelle

Question écrite n° 72825

Texte de la question

M. Patrice Calmégane attire l'attention de Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi sur les sommes récoltées par les assureurs grâce aux contrats de protection juridique et la réalité des dépenses suite à des sinistres. En effet, 700 millions d'euros sont dégagés des contrats de protection juridique alors que seuls 60 000 sinistres sont examinés par les tribunaux. En principe, ces contrats doivent permettre à leur souscripteurs de faire prendre en charge par l'assureur un éventuel procès. Or, en pratique, ils sont très peu utilisés. Par conséquent, il lui demande si une réflexion ne doit pas avoir lieu quant à une utilisation effective de ces contrats de manière à limiter le développement de l'aide juridictionnelle financée exclusivement par l'État.

Données clés

Auteur : [M. Patrice Calmégane](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (8^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 72825

Rubrique : Justice

Ministère interrogé : Économie, industrie et emploi

Ministère attributaire : Économie, finances et commerce extérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 mars 2010, page 2254

Question retirée le : 19 juin 2012 (Fin de mandat)